



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTÈRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**



**DIRECTION GÉNÉRALE
SECTEUR FINANCIER
ET COMPÉTITIVITÉ**
**DIRECTION RÉGLEMENTATION
ET SUPERVISION DES SFD**

Note sur la Situation des SFD

Troisième Trimestre 2021

SOMMAIRE

A- INDICATEURS CLÉS DES SFD	6
Pénétration du Secteur de la microfinance	6
Dépôts auprès des SFD	7
Emprunts des SFD	9
Fonds propres des SFD	10
Production de crédits	11
Encours de crédits	12
Crédits en souffrance	14
Parts de marché des SFD	15
B- RATIOS PRUDENTIELS ET INDICATEURS FINANCIERS	18
Liquidité des SFD	18
Norme de capitalisation	19
Limitation des prêts aux dirigeants	20
Autosuffisance opérationnelle	20
Marge bénéficiaire	21
Coefficient d'exploitation	22
ANNEXE	24
GLOSSAIRE	26

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Taux de pénétration des SFD	6
Figure 2 : Encours des dépôts auprès des SFD	6
Figure 3 : Encours des dépôts des personnes physiques	8
Figure 4 : Contribution des SFD à la collecte des ménages	8
Figure 5 : Emprunts des SFD	9
Figure 6 : Fonds propres des SFD (en milliards de FCFA)	10
Figure 7 : Production de crédits en milliards de FCFA	12
Figure 8 : Encours de crédit par genre en milliards de FCFA	12
Figure 9 : Répartition des crédits sains	13
Figure 10 : Financement de l'économie des SFD	14
Figure 11 : Taux de crédit en souffrance	15
Figure 12 : Répartition du nombre de comptes suivant les SFD de grande taille	15
Figure 13 : Parts de marché de l'encours des dépôts	15
Figure 14 : Parts de marché de l'encours des crédits	16
Figure 15 : Parts de marché de la production des crédits	17
Figure 16 : Parts de marché de l'encours de crédit en souffrance	17
Figure 17 : Evolution du coefficient de liquidité	18
Figure 18 : Evolution de la norme de capitalisation	19
Figure 19 : Evolution de la limitation des prêts aux dirigeants	20
Figure 20 : Evolution de l'autosuffisance opérationnelle	21
Figure 21 : Evolution de la marge bénéficiaire	22
Figure 21 : Evolution du coefficient d'exploitation	23

Contraction de l'activité de crédit au 3^{ème} trimestre 2021

Le troisième trimestre 2021 a coïncidé avec la 3^{ème} vague de la pandémie à COVID-19 qui a impacté la tenue de certains indicateurs clés du secteur. Ainsi, le secteur de la microfinance a connu une insuffisance de liquidités, une baisse de la production de crédit et incidemment, la dégradation de certains ratios prudentiels et indicateurs financiers. Toutefois, le sociétariat, les dépôts, l'encours de crédit et les emprunts ont enregistré des progressions. Les créances en souffrance restent toujours élevées, malgré la baisse notée sur la période.

Par rapport au second trimestre 2021 :

1. Le sociétariat ou la clientèle est ressorti à 3 549 933 comptes ouverts, soit une hausse de 1,7%, portant le taux d'inclusion financière du secteur de la microfinance à 17,30%.
2. L'encours des dépôts s'est établi à 410 milliards FCFA avec une progression de 2%. Il représente 2,9% du PIB et 8,1% des dépôts bancaires.
3. Les financements accordés ont connu une baisse de 5,5% pour ressortir à 130 milliards FCFA.
4. L'encours de crédit a crû de 0,2% pour s'établir à 493 milliards FCFA, correspondant à 9,5% des crédits à l'économie et 3,6% du PIB.
5. Les créances en souffrance, estimées à 50 milliards FCFA, ont enregistré une baisse de 15%, ce qui porte le taux de crédit en souffrance à 10%.
6. Les emprunts, portés à 95 milliards FCFA, ont crû de 2%.
7. Les fonds propres sont restés quasi-stagnants en s'établissant à 159 milliards FCFA.

Contraction of credit activity in the 3rd quarter 2021

The third quarter of 2021 coincided with the third wave of the COVID-19 pandemic that impacted the conduct of some key sector indicators. Therefore, the microfinance sector experienced a lack of liquidity, a decline in credit production and, incidentally, the deterioration of certain prudential ratios and financial indicators. But at the same time, there were increases in the number of members, deposits, outstanding loans and borrowings. Outstanding receivables remain high despite the decrease noted over the period.

Compared to the second quarter 2021 :

- 1.The number of members or clients was 3,549,933 accounts opened, an increase of 1.7%, bringing the financial inclusion rate for the microfinance sector to 17.30%.
- 2.Deposits outstanding amounted to FCFA 410 billion, an increase of 2%, representing 2.9% of GDP and 8.1% of bank deposits.
- 3.Financing decreased by 5.5% to FCFA 130 billion.
- 4.Outstanding loans increased by 0.2% FCFA 493 billion, corresponding to 9.5% of loans to the economy and 3.6% of GDP.
- 5.Overdue credit, estimated at FCFA 50 billion, decreased by 15%, bringing the outstanding credit rate to 10%.
- 6.Borrowing increased by 2% to FCFA 95 billion.
- 7.Equity remained virtually stagnant at FCFA 159 billion.

A. INDICATEURS CLÉS DES SFD

Pénétration du secteur de la microfinance :

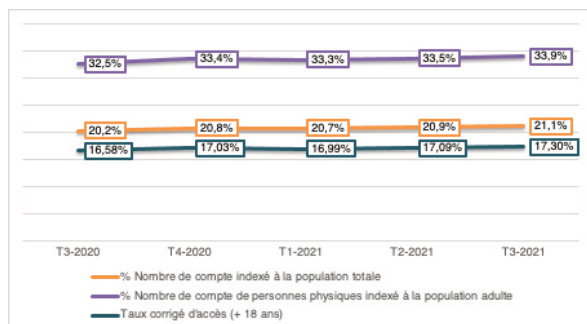
Des ouvertures de comptes portées par les femmes

Le sociétariat ou la clientèle est passé de 3 460 782 au 2nd trimestre 2021 à 3 549 933 comptes ouverts au 3^{ème} trimestre 2021, soit une hausse de 1,7%. Cette progression, observée aussi bien chez les personnes physiques que chez les personnes morales, est portée par les comptes détenus par les femmes qui ont crû de 2,3%. Suivant le type de SFD, cette croissance est plus marquée au niveau des sociétés commerciales et des IMCEC non affiliées avec des progressions respectives de 5,9% et 3,9%.

Sur une base annuelle, il est enregistré 231 044 nouveaux membres/clients, soit une croissance de 7%. Cette situation est tirée par les hausses de 6% chez les hommes, et de 8% aussi bien chez les femmes que les personnes morales.

En conséquence, le taux de pénétration, en rapport avec la population totale est ressorti à 21,1% au 3^{ème} trimestre contre 20,9% au 2nd trimestre. Quant au taux d'accès corrigé¹, il a augmenté de 0,20 point de pourcentage par rapport au 2nd trimestre pour s'établir à 17,30%.

Figure 1 : Taux de pénétration des SFD



¹Application d'un taux de correction issu de l'Enquête sur la Situation de référence de l'Inclusion Financière au Sénégal et du traitement des comptes inactifs

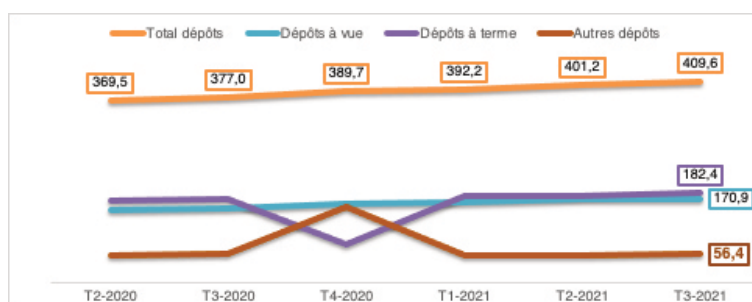
Dépôts auprès des SFD

Hausse des dépôts, plus importante au niveau des réseaux et des IMCEC non affiliés

Les dépôts ont crû de 2% par rapport au 2nd trimestre pour atteindre 410 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre. Cette évolution est portée par les dépôts à vue et les dépôts à terme qui ont enregistré des hausses respectives de 2% et 3%. Cette situation est imputable aux dépôts collectés par les réseaux et les IMCEC non affiliés qui se sont améliorés de 3% par rapport au trimestre précédent.

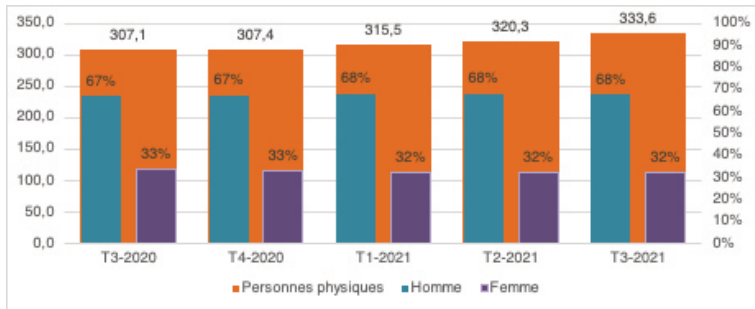
En glissement annuel, les dépôts ont crû de 9% pour une valeur de 33 milliards FCFA.

Figure 2 : Encours des dépôts auprès des SFD (en milliards FCFA)



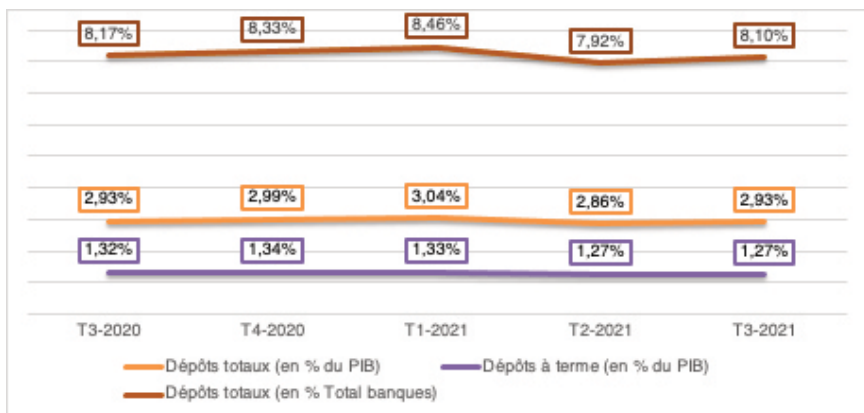
Relativement à la répartition par catégorie, les encours de dépôts des hommes et des femmes, représentant respectivement 68% et 32% des dépôts des personnes physiques, ont progressé de 4% et 5% pour ressortir à 225 milliards FCFA et 108 milliards FCFA sur la période sous revue. Quant à ceux des personnes morales, ils ont régressé de 6% pour s'établir à 76 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre.

Figure 3 : Encours de dépôts des personnes physiques
(en milliards de FCFA)



Sur le plan macroéconomique, l'encours total des dépôts, au 3^{ème} trimestre, correspond à 2,9% du PIB et 8,1% des dépôts bancaires. Relativement aux dépôts à terme, ils représentent 1,3% du PIB et restent à leur même niveau qu'au trimestre précédent.

Figure 4 : Contribution des SFD à la collecte des ménages

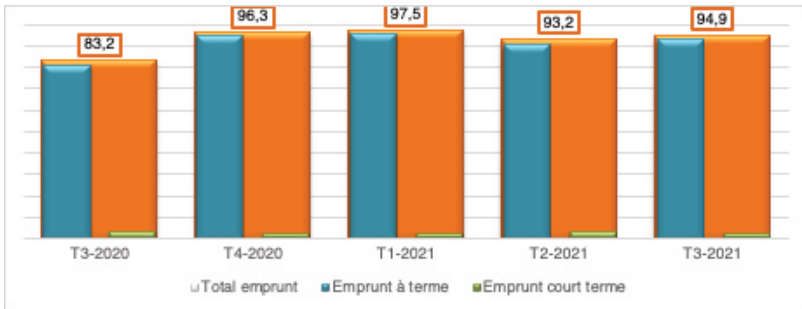


Emprunts des SFD

Hausse de l'endettement des réseaux et des IMCEC non affiliées

Après avoir connu une baisse au 2nd trimestre, les emprunts des SFD ont crû de 2% pour ressortir à 95 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre. Cette situation est consécutive à la hausse de 2% des emprunts à terme, ralentie par une régression de 7% des emprunts à court terme. Cette évolution est plus marquée au niveau des IMCEC non affiliées et des réseaux qui affichent des taux de progression respectifs de 10% et 7%. Au même moment, les emprunts des sociétés commerciales ont régressé de 1%. Comparativement à la même période de l'année 2020, le volume de financements reçus par les SFD a augmenté de 12 milliards FCFA, soit une croissance de 14%.

Figure 5 : Emprunts des SFD (en milliards FCFA)



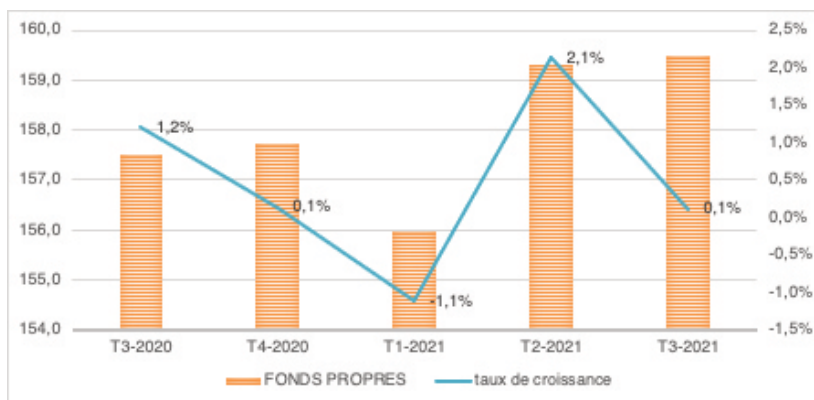
Fonds propres des SFD

Baisse continue des fonds propres des sociétés commerciales

Les fonds propres des SFD sont restés quasi-stagnants entre le 2nd et le 3^{ème} trimestre, s'établissant à 159 milliards FCFA. Néanmoins, il est enregistré une baisse de 9% des fonds propres au niveau des sociétés commerciales et des hausses respectives de 6% et 2% au niveau des IMCEC non affiliés et des réseaux.

Sur une base annuelle, les fonds propres des SFD ont connu une croissance de 1%, pour une valeur de 2 milliards FCFA.

Figure 6 : Fonds propres des SFD en milliards de FCFA



Production de crédits

Une contraction de l'activité de crédit, plus marquée au niveau des sociétés commerciales

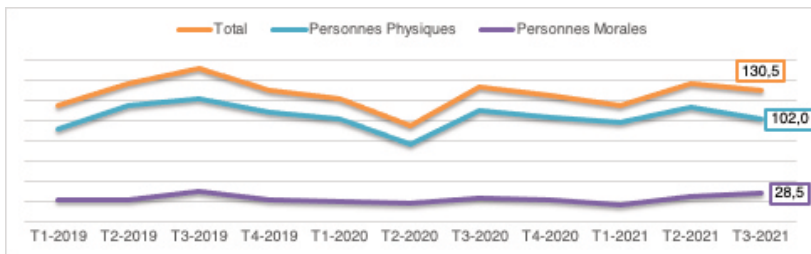
Le volume de crédits accordés est passé de 138 milliards FCFA au 2nd trimestre à 130 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre, soit une baisse de 5,5%. Ainsi, 129 016 crédits ont été octroyés pour un montant moyen de 1 010 796 FCFA sur la période. Cette régression résulte des réductions de 12% et 5%, respectivement, des financements attribués aux hommes et aux femmes par rapport au trimestre précédent. Toutefois, elle a été atténuée par une progression de 16% des crédits accordés aux personnes morales, découlant du lancement d'un programme de financement du transport interurbain.

Cette situation résulte de stratégies de prudence, développées au sein d'institutions pour assainir le portefeuille de crédit et amoindrir les taux d'impayés liés aux reports d'échéances, avec la fixation de montants plafonds pour le crédit. Sur la période, il convient également de souligner que la priorité des SFD s'est, principalement, axée sur le recouvrement de créances.

Ce repli de la production de crédit est observé au niveau des sociétés commerciales et des réseaux qui affichent des taux respectifs de (-17%) et (-1%). Concernant les crédits décaissés par les IMCEC non affiliées, ils ont connu une hausse de 17%.

En glissement annuel, le volume de crédits distribués a diminué de 4 milliards FCFA, soit une baisse de 3%.

Figure 7 : Production de crédit en milliards de FCFA

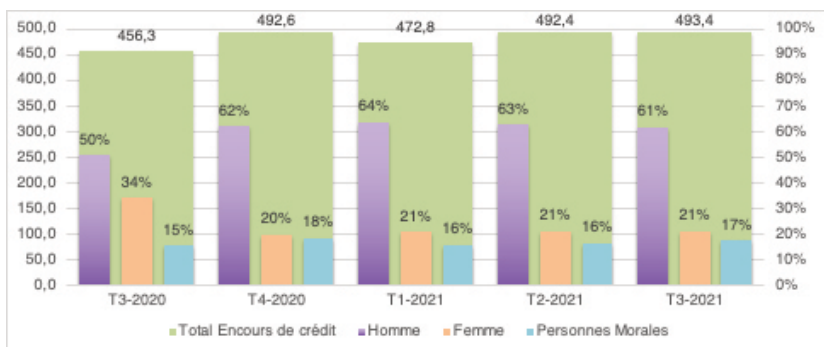


Encours de crédits

Haussé de l'encours de crédit, malgré la baisse de la production

L'encours de crédit a atteint 493 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre, soit une légère hausse de 0,2% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est consécutive, en particulier, à la progression de 6% des financements détenus par les personnes morales, amoindrie par une baisse de 1% des crédits en cours des personnes physiques.

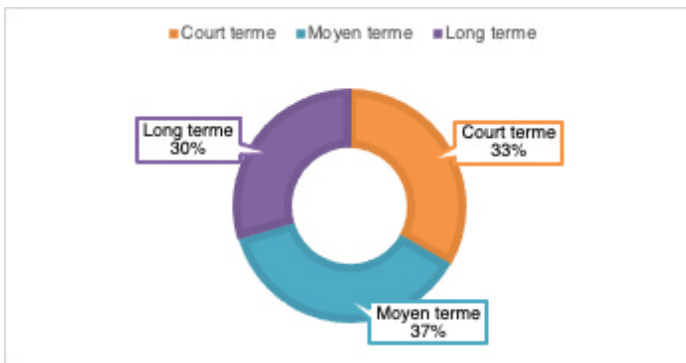
Figure 8 : Encours de crédit par genre (en milliards de FCFA)



Selon le type de SFD, les IMCEC non affiliées et les réseaux ont enregistré des hausses respectives de 12% et 1% de leur encours de crédit, tandis que les sociétés commerciales ont enregistré une baisse de 3% sur la période. Il faut relever que le non remboursement d'une bonne partie des crédits liée aux reports d'échéances a influé sur la hausse de l'encours de crédit, malgré la baisse de la production.

Au 3^{ème} trimestre, l'encours des crédits sains est ressorti à 443 milliards FCFA, soit une croissance de 8% par rapport au trimestre précédent. Il représente ainsi 90% de l'encours de crédit total. Cette progression a été également enregistrée au niveau des crédits à long terme, à moyen terme et à court terme, respectivement 5 milliards FCFA, 1 milliard FCFA et 4 milliards FCFA.

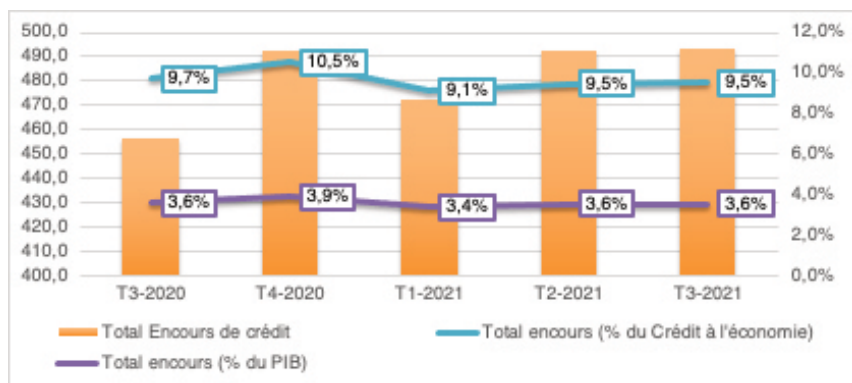
Figure 9 : Répartition des crédits sains



Au 3^{ème} trimestre, le taux de financement de l'économie² par les SFD, ainsi que son poids sur les crédits à l'économie sont restés à leur même niveau qu'au 2nd trimestre, soit 3,6% et 9,5% respectivement.

²Le poids de l'encours de crédit sur le Produit Intérieur Brut (PIB)

Figure 10 : Financement de l'économie par les SFD



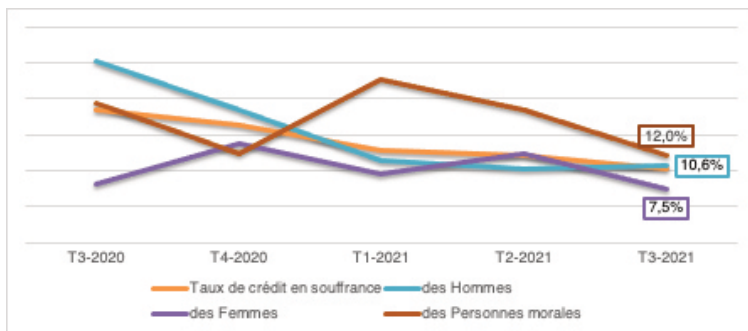
Crédits en souffrance

Baisse des crédits en souffrance, à l'exception de ceux détenus par les hommes

Au 3^{ème} trimestre, l'encours des crédits en souffrance s'est établi à 50 milliards FCFA, soit une baisse de 15% par rapport au trimestre précédent et 40% en glissement annuel. Ce qui porte le taux de créances en souffrance à 10% contre 12% au 2nd trimestre. A l'exception des hommes, ce taux a reculé respectivement, de 5 et 6 points de pourcentage pour les femmes et les personnes morales. Cette situation est liée à une réadaptation des politiques de recouvrement et une restructuration des reports d'échéances ainsi que leur reclassement dans les comptes appropriés.

La baisse des créances en souffrance est notée au niveau de tous les types de SFD. Les réseaux, les sociétés commerciales et les IMCEC non affiliés ont enregistré des régressions respectives de 0,5%, 26% et 28%.

Figure 11 : Taux de crédit en souffrance (%)

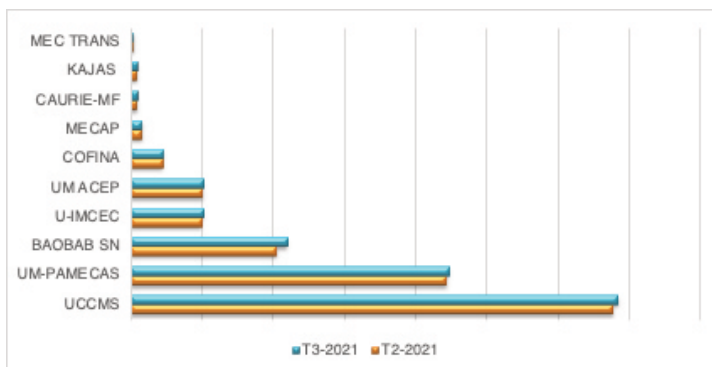


Parts de marché des SFD

Hausse de l'activité de crédit des IMCEC non affiliées

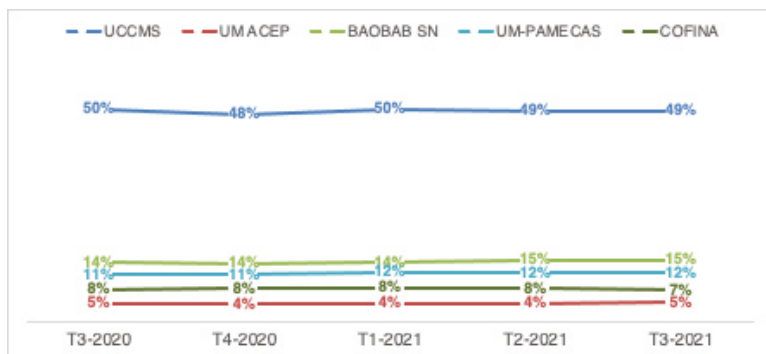
Au 3^{ème} trimestre, les parts de marché des SFD sont restées quasiment intactes.

Figure 12 : Répartition du nombre de comptes suivant les SFD de grande taille



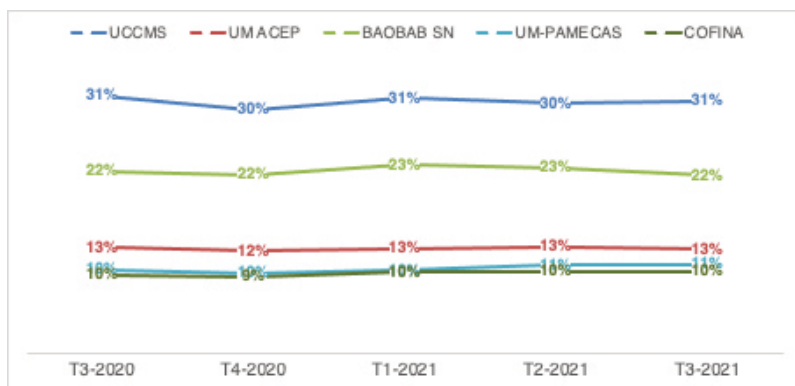
En terme d'encours de dépôts, les parts de marché n'ont pas varié, à l'exception de celles de l'UM-ACEP et de COFINA qui ont connu, respectivement, une augmentation et une diminution d'un point de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Figure 13 : Parts de marché de l'encours des dépôts



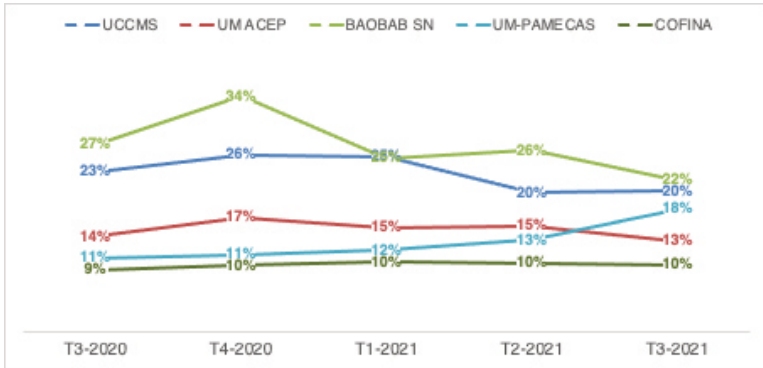
Concernant l'encours de crédit, seules les contributions de l'UCCMS et CAURIE-MF ont connu des hausses.

Figure 14 : Parts de marché de l'encours des crédits



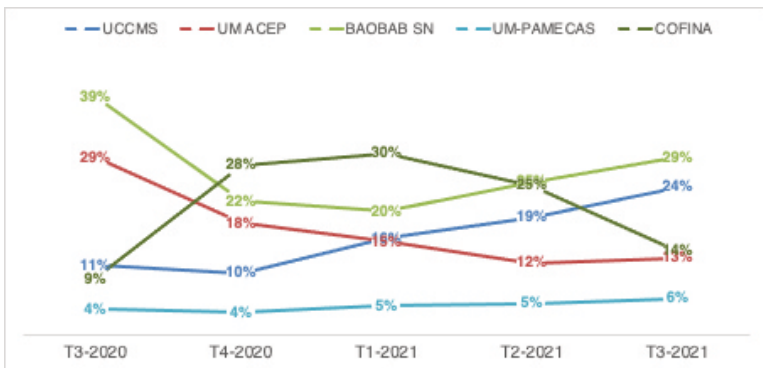
S'agissant de la production de crédit, les parts de UM-PAMECAS, MECTRANS et CAURIE MF, ont connu des progressions, tandis que celles de BAOBAB SN et UM-ACEP ont enregistré des baisses.

Figure 15 : Parts de marché de la production de crédit



En terme d'encours de crédits en souffrance, seules les parts de COFINA et MECTRANS ont connu une régression, UCCMS, UM-ACEP, BAOBAB SN, UM-PAMECAS et CAURIE-MF ont enregistré des hausses.

Figure 16 : Parts de marché de l'encours de crédit en souffrance



B. RATIOS PRUDENTIELS ET INDICATEURS FINANCIERS

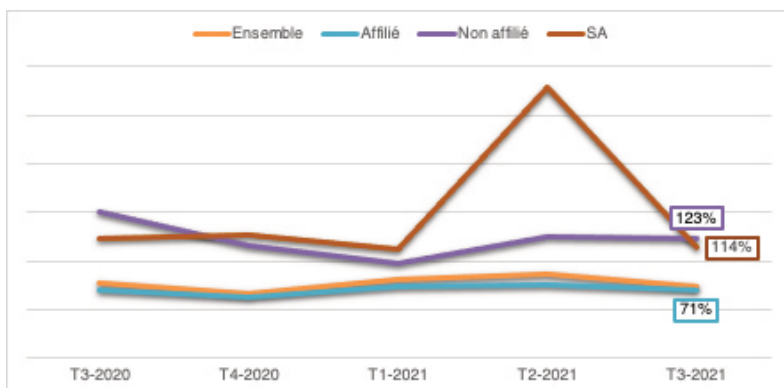
Liquidité des SFD

Liquidités insuffisantes au niveau des IMCEC affiliées

Au 3^{ème} trimestre, le coefficient de liquidité est ressorti, en moyenne, à 74%, correspondant à des replis de 12 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent et de 4 points de pourcentage en glissement annuel. Cette baisse est observée au niveau de tous les types de SFD qui ont enregistré des régressions de 6 points de pourcentage pour les IMCEC affiliées, 3 points de pourcentage pour les IMCEC non affiliées et 165 points de pourcentage pour les sociétés commerciales.

Toutefois, les normes pour les sociétés commerciales (100% minimum) et les IMCEC non affiliées (100% minimum) ont été respectées sur la période sous revue. Quant aux IMCEC affiliées, la norme de 80% minimum n'a pas été respectée.

Figure 17 : Évolution du coefficient de liquidité

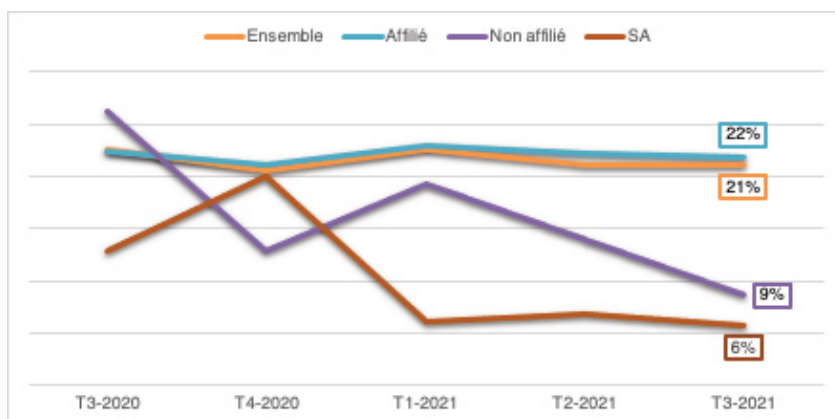


Norme de capitalisation

Une bonne assise financière des IMCEC affiliées

La norme de capitalisation, comme au trimestre précédent, tourne, en moyenne, autour de 21% au 3^{ème} trimestre et a été respectée, malgré les replis de 5 points de pourcentage au niveau des IMCEC non affiliées et d'1 point de pourcentage pour les sociétés commerciales. Sur une base annuelle, le ratio a connu une régression de 2 points de pourcentage. Aussi, convient-il de préciser que seules, les IMCEC affiliées ont pu être conformes à la norme de 15% minimum.

Figure 18 : Évolution de la norme de capitalisation

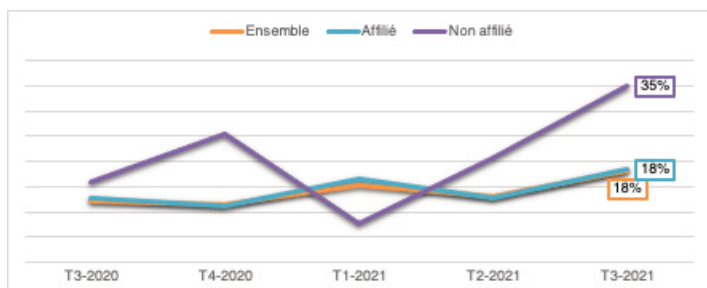


Limitation des prêts aux dirigeants

Une hausse de la proportion des ressources accordées aux dirigeants

Pour une norme de 10% maximum, le ratio sur la limitation des prêts aux dirigeants n'est pas respecté et s'est établi à 18% au 3^{ème} trimestre, soit une augmentation de 5 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent et 6 points de pourcentage en glissement annuel. Cette situation est favorisée par les taux affichés par les IMCEC affiliées et non affiliées qui ont enregistré, respectivement, des progressions de 6 et 14 points de pourcentage.

Figure 19 : Évolution du taux de limitation des prêts aux dirigeants



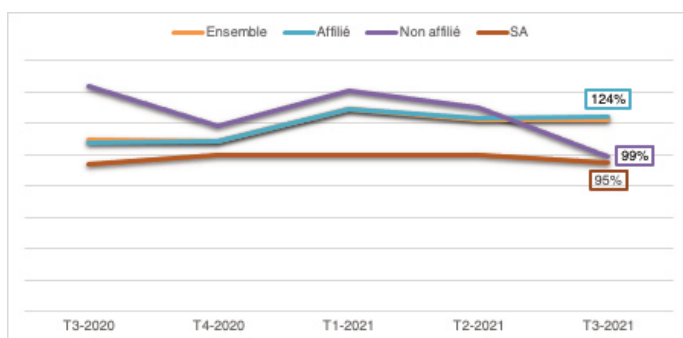
Autosuffisance opérationnelle

Un non-respect de la norme de couverture des charges par les produits

Ressorti à 122% au 3^{ème} trimestre, le taux moyen d'autosuffisance opérationnelle est resté à son même niveau qu'au 2nd trimestre et n'a pas atteint la norme de 130% minimum. Globalement, les SFD arrivent à couvrir

leurs charges par leurs produits, à l'exclusion des IMCEC non affiliées et des sociétés commerciales. En effet, ce ratio a reculé de 31 points de pourcentage pour les IMCEC non affiliées et 6 points de pourcentage pour les sociétés commerciales par rapport au trimestre précédent. Cependant, les IMCEC affiliées ont enregistré un gain d'un point de pourcentage sur la période sous revue. En glissement annuel, le ratio a connu une augmentation de 12 points de pourcentage.

Figure 20 : Évolution de l'autosuffisance opérationnelle

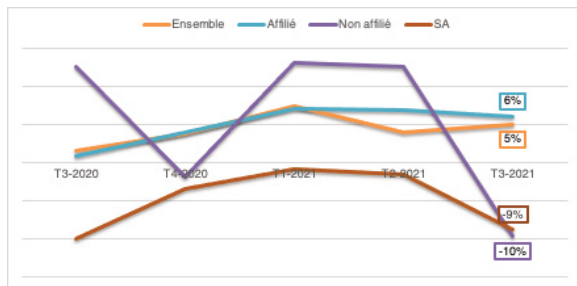


Marge bénéficiaire

Les SFD ne génèrent pas suffisamment de bénéfices

La marge bénéficiaire (norme de 20% minimum) des SFD s'est établi, en moyenne, à 5% au 3^{ème} trimestre contre 4% au 2nd trimestre et 2% à la même période de l'année 2020. Le ratio a enregistré des replis d'un point de pourcentage pour les IMCEC affiliées, 22 points de pourcentage pour les IMCEC non affiliées et 7 points de pourcentage pour les sociétés commerciales par rapport au trimestre précédent.

Figure 21 : Évolution de la marge bénéficiaire

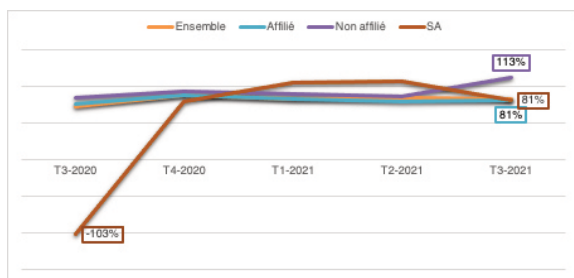


Coefficient d'exploitation

Indicateur non respecté malgré une baisse

Au 3^{ème} trimestre, le coefficient d'exploitation (qui renseigne sur le niveau d'absorption du produit financier net par les frais généraux) tourne, en moyenne, autour de 81% pour un plafond de 60%, soit une régression de 4 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent et 8 points de pourcentage en glissement annuel. Les SFD n'ont pas été conformes à la norme de 60% maximum : les ratios affichés par les IMCEC affiliées et non affiliées ont enregistré, respectivement, des augmentations de 2 et 27 points de pourcentage. Quant aux sociétés commerciales, elles ont affiché un taux qui a reculé de 25 points de pourcentage.

Figure 22 : Évolution du coefficient d'exploitation



ANNEXE

	T3-2020	T4-2020	T1-2021	T2-2021	T3-2021	T3-2021/	T3-2021/
	DEF	DEF	PROV	PROV	PROV	T2-2021	T3-2020
MEMBRES OU CLIENTS							
Total	3 318 889	3 433 960	3 443 016	3 490 538	3 549 933	1,7%	7,0%
Personnes Physiques	3 017 127	3 116 840	3 129 298	3 167 720	3 225 410	1,8%	6,9%
Hommes	1 684 482	1 727 101	1 734 002	1 754 759	1 780 139	1,4%	5,7%
Femmes	1 332 645	1 389 738	1 395 295	1 412 960	1 445 270	2,3%	8,5%
Personnes Morales	301 762	317 120	313 718	322 818	324 523	0,5%	7,5%
ENCOURS DE DEPOTS DES MEMBRES OU CLIENTS (EN MILLIONS F CFA)							
Total	377 030,3	389 733,1	392 183,5	401 188,9	409 649,2	2,1%	8,7%
Personnes Physiques	307 066,3	307 399,2	315 523,1	320 302,7	333 649,9	4,2%	8,7%
Hommes	204 776,2	206 660,7	214 108,0	217 370,1	225 439,6	3,7%	10,1%
Femmes	102 290,0	100 738,5	101 415,0	102 932,6	108 210,3	5,1%	5,8%
Personnes Morales	69 964,0	82 333,8	76 660,4	80 886,3	75 999,2	-6,0%	8,6%
Dépôts à vue	151 143,9	161 027,9	163 089,3	168 346,2	170 921,3	1,5%	13,1%
Dépôts à terme	168 430,5	75 527,2	175 705,3	176 580,9	182 351,5	3,3%	8,3%
Autres dépôts	57 455,8	153 178,0	53 388,9	56 261,8	56 376,4	0,2%	-1,9%
ENCOURS DES CREDITS AUPRES DES MEMBRES OU CLIENTS (EN MILLIONS F CFA)							
Total	456 291,9	492 606,3	472 834,6	492 375,5	493 402,1	0,2%	8,1%
Personnes Physiques	386 012,8	401 807,0	398 495,6	412 139,1	408 120,8	-1,0%	5,7%
Hommes	230 391,2	304 554,5	300 428,4	308 809,7	303 333,8	-1,8%	31,7%
Femmes	155 621,6	97 252,5	98 067,1	103 329,4	104 787,0	1,4%	-32,7%
Personnes Morales	70 279,1	90 799,3	74 339,0	80 236,3	85 281,3	6,3%	21,3%
Court terme	133 907,4	147 345,2	133 091,6	143 539,8	147 557,0	2,8%	10,2%
Moyen terme	121 566,6	147 218,0	157 095,0	163 331,9	164 368,5	0,6%	35,2%
Long terme	116 639,3	117 608,2	122 545,7	126 521,6	131 231,3	3,7%	12,5%
ENCOURS DES CREDITS EN SOUFFRANCE DES MEMBRES OU CLIENTS (EN MILLIONS F CFA)							
Total	84 294,7	80 434,8	60 102,2	58 982,2	50 245,2	-14,8%	-40,4%
Personnes Physiques	70 695,0	69 217,3	43 201,0	44 208,6	40 007,5	-9,5%	-43,4%
Hommes	58 189,7	55 804,6	33 850,3	31 507,8	32 167,5	2,1%	-44,7%
Femmes	12 505,3	13 412,7	9 350,6	12 700,8	7 840,1	-38,3%	-37,3%
Personnes Morales	13 599,6	11 217,5	16 901,2	14 773,6	10 237,7	-30,7%	-24,7%
CREDITS OCTROYES AUX MEMBRES OU CLIENTS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS F CFA)							
Total	134 717,0	125 859,3	116 146,1	138 117,3	130 469,0	-5,5%	-3,2%
Personnes Physiques	110 356,4	104 685,4	98 986,7	113 646,8	101 982,0	-10,3%	-7,6%
Hommes	79 200,0	74 044,4	71 387,9	81 824,6	71 839,3	-12,2%	-9,3%
Femmes	31 156,4	30 641,1	27 598,8	31 822,1	30 142,7	-5,3%	-3,3%
Personnes Morales	24 360,6	21 173,9	17 159,4	24 470,6	28 487,0	16,4%	16,9%
EMPRUNTS DES SFD							
Total	83,2	96,3	97,5	94,9	93,2	-1,9%	11,9%
Court terme	2,9	2,0	2,2	2,4	2,6	7,6%	-8,9%
A terme	80,4	94,4	95,4	92,5	90,5	-2,1%	12,7%
FONDS PROPRES	157,5	157,7	156,0	159,3	159,5	0,1%	1,2%
ACTIF NET	650,6	684,0	680,4	698,6	704,2	0,8%	8,2%

GLOSSAIRE

Autosuffisance opérationnelle: rapport entre le montant total des produits d'exploitation et le montant total des charges d'exploitation.

Coefficient d'exploitation: rapport entre les frais généraux et les produits financiers nets.

Crédit: mise à disposition d'argent sous forme de prêt, consentie par un SFD, aux différents agents économiques.

Crédit à court terme: prêt d'argent dont la durée ne dépasse pas 12 mois y compris le différé de paiement.

Crédit à long terme: prêt d'argent dont la durée dépasse les 36 mois de la date de déblocage à la date de remboursement final y compris le différé de paiement.

Crédit à moyen terme: prêt d'argent dont la durée se situe entre 12 et 36 mois y compris le différé de paiement.

Crédit en souffrance: crédit dont une échéance au moins est impayée depuis plus de trois (03) mois.

Dépôt: fonds, autres que les cotisations et contributions obligatoires, recueillis par le SFD auprès de ses membres ou de sa clientèle.

Dépôt à terme: dépôt qui a une durée fixée à l'avance et rapporte un intérêt à condition que le client titulaire du compte ne retire pas l'argent avant l'échéance.

Dépôt à vue: dépôt rémunéré ou non, dont les fonds peuvent être retirés partiellement ou totalement à tout instant.

Encours: montant total et global des crédits ou des actifs comptabilisés à une date donnée et non remboursés.

Fonds propres: représentent les ressources du SFD appartenant aux membres ou actionnaires

IMCEC : Institution Mutualiste ou Coopérative d'Épargne et de Crédit.

IMCEC affiliée: institution affiliée à une union

IMCEC non affiliée: Institution isolée, non associée à un réseau.

Indicateur: outil d'aide à la décision qui fournit des informations sur la performance, le niveau de risque et la situation financière d'une institution de microfinance.

Liquidité: somme disponible immédiatement.

Norme de capitalisation: ratio des fonds propres sur le total de l'actif.

Portefeuille à risque: ratio des encours des prêts comportant au moins une échéance impayée de x jours sur le montant brut du portefeuille de prêts. (x= 30 ; 90 ; 180 jours).

Produit intérieur brut: richesse créée par les activités de production à l'intérieur d'un pays.

Ratio prudentiel: ratio au deçà duquel un SFD présente des risques de solvabilité ou de liquidité.

Réseau: ensemble d'institutions affiliées à une même union, fédération ou confédération.

SFD : Système financier décentralisé.



DIRECTION GÉNÉRALE
SECTEUR FINANCIER
ET COMPÉTITIVITÉ
**DIRECTION RÉGLEMENTATION
ET SUPERVISION DES SFD**

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION DES SYSTÈMES
FINANCIERS DÉCENTRALISÉS**

Rocade Fann Bel Air, Cerf Volant

+221 33 824 08 86

drssfd@minfinances.sn

www.drs.gouv.sn